

PREMIER SOMMET, AUJOURD'HUI, À BRUXELLES, DE L'APRÈS-BREXIT

On sait comment entrer en Union européenne mais pas comment en sortir

Le gouvernement britannique traîne les pieds pour rédiger la lettre d'intention de sortie de l'UE. Raisons.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Les principaux dirigeants européens font semblant de s'offusquer de l'attitude de David Cameron, mais, en réalité et dans les coulisses à Bruxelles, l'on s'affaire, déjà, à étudier les meilleures formules pour détourner le vote du Royaume-Uni. Les décideurs de l'UE au pouvoir ou les lobbies ont, par le passé récent, prouvé le peu de cas qu'ils font du choix citoyen. En 2005, les Néerlandais et les Français avaient, l'on s'en souvient, balancé par-dessus bord la Constitution européenne qui leur était proposée. A Lisbonne, les chefs d'Etat et de gouvernement



David Cameron.

crachent sur les visages des électeurs, emballent le traité constitutionnel sous une étiquette nouvel-

aujourd'hui. Les Britanniques décident de sortir de l'UE et le chef de gouvernement, contre le bon sens, les usages diplomatiques et la raison électorale, repousse sa démission et fait annoncer par ses adjoints que le Royaume-Uni prendra son temps avant d'actionner les procédures de sortie. Cette posture arrange tout le monde. Le président Juncker et les chefs d'Etat et de gouvernement pourront crier au «scandale», dire tout le mal qu'ils pensent de Cameron et du Brexit, n'empêche !

Personne, aucun mécanisme n'oblige à actionner l'article 50 du Traité de Lisbonne. Et si c'était là le diable qui se cache derrière le détail ? Les Britanniques veulent quitter le continent de l'UE et les décideurs des deux côtés de la Manche ne veulent pas. Que faire ?

L'astuce, précisément, est de ne rien faire, laisser les choses

traîner, taper, formellement sur Cameron en attendant que ça se tasse et que les experts de l'Europe trouvent le secret juridique pour annihiler le choix des Britanniques. Un remake du traité de Lisbonne revu et actualisé.

Telle est la volonté des marchés, des banques, de l'ultralibéralisme, des actionnaires, des Bourses et des USA. Nulle doute qu'elle sera respectée.

Aujourd'hui, s'ouvre à Bruxelles le premier sommet de l'après-Brexit et il a pour ordre du jour l'examen de la décision des Britanniques de ne plus vouloir rester.

La séparation sera, certes, formellement actée, le mariage ne sera pas pour autant annulé. On sait comment entrer en Union européenne, mais on ne sait pas comment en sortir ou même s'il était possible d'en sortir. Sommet.

A. M.

LIBAN

5 morts et 15 blessés dans une série d'attentats-suicide

Cinq personnes ont été tuées et 15 blessées hier dans une série d'attentats-suicide dans un village de l'est du Liban proche de la frontière syrienne, ont annoncé des responsables.

Une série d'explosions a frappé le village d'Al-Qaa, situé dans la région de la Bekaa, près de la frontière avec la Syrie.

L'Agence nationale de l'information (ANI) a fait état de quatre attentats-suicide séparés par des intervalles de dix minutes. Une bombe a explosé puis «au moins deux kamikazes se sont fait exploser», a déclaré un responsable libanais de la sécurité cité par l'agence AFP. Selon Georges Kettaneh, le secrétaire général de la Croix-Rouge libanaise, «au moins huit personnes dont trois kamikazes ont été tuées et quinze ont été blessées».

AVION DE CHASSE RUSSE ABATTU PAR LA TURQUIE

Erdogan s'est excusé auprès de Poutine

Le Président turc Recep Tayyip Erdogan s'est excusé auprès de Vladimir Poutine pour l'avion militaire russe abattu par la Turquie en novembre 2015 et a appelé à «restaurer les relations entre la Turquie et la Russie», a annoncé le Kremlin lundi.

«Le dirigeant turc a exprimé sa sympathie et ses sincères condoléances à la famille du pilote russe tué et il s'est excusé», a déclaré le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov, ajoutant qu'Erdogan a dit vouloir «faire tout son possible pour restaurer les relations traditionnellement amicales entre la Turquie et la Russie». Dans un communiqué, le Kremlin a ensuite précisé avoir reçu un message de

Recep Tayyip Erdogan dans lequel le Président turc indique qu'Ankara «n'a jamais souhaité ou eu l'intention d'abattre un avion militaire russe».

Le message de Recep Tayyip Erdogan assure que «la Russie est, pour la Turquie, un ami et un partenaire stratégique», poursuit le Kremlin dans son communiqué.

«Je veux une fois encore exprimer ma sympathie et mes condoléances à la famille du pilote russe, et je dis "excusez-nous"», ajoute M. Erdogan, cité dans le communiqué du Kremlin.

Le 24 novembre 2015, un bombardier russe Su-24 avait été abattu par l'aviation turque près de la frontière syrienne, provoquant la mort du pilote, tué alors qu'il retombait en parachute après s'être éjecté. La Turquie affirme



Le Président turc Recep Tayyip Erdogan.

qu'il était entré dans son espace aérien et qu'il avait été averti «dix fois en cinq minutes», tandis que Moscou assure que le Su-24 survolait le territoire syrien et n'avait pas été mis en garde avant d'être

touché. Cet incident a provoqué une crise aiguë dans les relations entre les deux pays, la Russie ayant pris de nombreuses mesures de rétorsion contre Ankara.

YÉMEN

Ban Ki-moon invite les délégations aux pourparlers de paix à mettre fin au conflit

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a encouragé dimanche les délégations yéménites participant aux pourparlers de paix se déroulant à Koweït City à mettre fin au conflit au Yémen grâce au dialogue politique.

«La situation au Yémen est profondément inquiétante», a dit M. Ban lors d'une rencontre avec ces délégations.

«Il y a une pénurie alarmante de produits alimentaires de base. L'économie est dans un état précaire. Alors que la cessation des hostilités est respectée en général, il y a eu des violations graves, faisant de nouvelles victimes et causant de nouvelles souffrances parmi la population civile, y compris les enfants».

Face à cette situation, «vous avez une responsabilité morale et politique», a déclaré le chef de l'ONU aux délégués. Il s'est dit encouragé par l'engagement des deux délégations à parvenir à un résultat positif. «Mais le temps n'est pas du côté du peuple yéménite», a-t-il ajouté. «Plus le conflit dure, plus il faudra du temps au Yémen pour se relever.» Ban Ki-moon a encouragé les délégations à éviter une dégradation supplémentaire de la situa-

tion et à afficher le nécessaire sens des responsabilités et la souplesse requise pour arriver à accord global mettant fin au conflit. Il a réitéré le soutien des Nations-Unies pour atteindre cet objectif. Il a demandé aux deux délégations de travailler sérieusement avec son envoyé spécial Ismail Ould Cheikh Ahmed pour arriver à un accord sur une feuille de route, s'engager à respecter la cessation des hostilités, et arriver rapidement à un accord global. Lors de sa visite au Koweït, le secrétaire général a également rencontré l'Emir du Koweït, Sheikh Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, ainsi que plusieurs autres hauts responsables gouvernementaux koweïtiens. Ban Ki-moon a aussi eu un entretien téléphonique avec le Premier ministre d'Irak, Haider al-Abadi, qu'il a félicité pour les progrès réalisés par les forces de sécurité irakiennes face à Daesh. «Le secrétaire général a exprimé sa

préoccupation concernant les informations faisant état de graves violations des droits humains contre les civils déplacés de Falloujah et s'est félicité de la décision du

Premier ministre d'établir une commission d'enquête pour examiner ces abus présumés», a dit son porte-parole dans un compte-rendu de cette conversation.

AFRIQUE DU SUD

Zuma doit rembourser 500 000 USD dans le scandale de sa résidence

Le Président sud-africain Jacob Zuma doit rembourser à l'Etat 500 000 dollars dans le scandale de sa résidence privée, a recommandé hier le ministère des Finances, chargé par la justice de déterminer le montant de la somme due. La somme «que le Président devrait payer personnellement (...) correspond à 7 814 555 rands, soit l'équivalent d'une partie des travaux effectués dans sa propriété avec de l'argent public, a indiqué le Trésor dans un document remis à la Cour constitutionnelle et obtenu par l'AFP. Fin mars, la Cour constitutionnelle avait jugé que le chef de l'Etat avait violé la Constitution en refusant de rembourser les frais de rénovation de sa propriété privée non liés à la sécurité. En cause: la piscine, un centre pour visiteurs, un enclos pour bétail, un poulailler et un amphithéâtre. La justice, qui avait été saisie par l'opposition dans cette affaire d'abus de biens sociaux, avait demandé au Trésor de déterminer la somme à rembourser.

La Cour constitutionnelle doit désormais approuver ou non ce montant. Une fois qu'elle aura donné le feu vert, le Président Zuma, qui accumule les déboires, aura 45 jours pour rembourser la somme déterminée.